LISTE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 SEPTEMBRE 2026
Article L2121-25 du CGCT

Numéro de délibération	Objet de la délibération	Vote
D20260915-01	DECISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET ASSAINISSEMENT 2026	Approuvé à l'unanimité
D20260915-02	INSTITUTION DE LA TAXE SUR LA VACANCE DES LOCAUX D'HABITATION	Approuvé à l'unanimité
D20260915-03	PARTICIPATION DES COMMUNES EXTERIEURES AUX FRAIS DE SCOLARITE 2025/2026- RETRAIT DE LA DELIBERATION N°20260428-07	Approuvé à La majorité, 1 abstention
D20260915-04	PARTICIPATION DES COMMUNES EXTERIEURES AUX FRAIS DE SCOLARITE 2025/2026	Approuvé à La majorité, 1 abstention
D20260915-05	CREATION DE TROIS EMPLOIS PERMANENTS AU GRADE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL A TEMPS NON COMPLET AU TABLEAU DES EFFECTIFS	Approuvé à La majorité, 1 abstention
D20260915-06	CREATION DU CONSEIL MUNICIPAL DES ENFANTS ET DES JEUNES	Approuvé à l'unanimité
D20260915-07	AVENANT A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC ANIM'ACTION	Approuvé à l'unanimité
D20260915-08	ZAC DES MILLAUDS –COMPTE RENDU D'ACTIVITE 2025 AU CONCEDANT	Approuvé à l'unanimité
D20260915-09	VALIDATION DU CAHIER DES LIMITES DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DE LA ZAC DES MILLAUDS- TRANCHE 2	Approuvé à l'unanimité
D20260915-10	ZAC DES MILLAUDS – ANNULATION PARTIELLE DE LA DELEGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN CONSENTIE A LOIRE-ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT - SELA DANS LE PERIMETRE DE LA ZAC DES MILLAUDS	Approuvé à l'unanimité
D20260915-11	DENOMINATION VOIE PRIVEE TERRAIN L'EPINE – RETRAIT DE LA DELIBERATION N°20260605-08	Approuvé à l'unanimité
D20260915-12	MISE EN TOURISME DU LAC – ARRET DU PROJET	Approuvé à l'unanimité
D20260915-13	MODIFICATION D'UN ITINERAIRE AU PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE	Approuvé à l'unanimité

D20260915-14	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE) DANS LE CADRE DE L'EXPERIMENTATION DU DISPOSITIF « MA COMMUNE S'ADAPTE »	Approuvé à l'unanimité
D20260915-15	PARTICIPATION CITOYENNE ET CREATION COMITES CONSULTATIFS	Approuvé à l'unanimité
D20260915-16	MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE MUTUELLE COMMUNALE	Approuvé à l'unanimité

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091501-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30,** le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091501-DE

DECISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET ASSAINISSEMENT 2026
D 20260915-01

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget annexe assainissement 2026 de la commune de Saint Mars de Coutais ;

Considérant qu'il est nécessaire d'annuler deux titres sur exercice antérieur, pour se faire il convient donc d'alimenter l'article 673. De plus, le paiement d'une échéance d'emprunt met en déficit de 300€ le chapitre 16, il convient donc d'alimenter l'article 1641 pour régler cette échéance.
Il sera proposé aux membres du Conseil Municipal la décision modificative n°2 suivante:

Investissement

Dépenses		*Recettes*	
Article(Chap) - Opération	*Montant*	*Article(Chap) - Opération*	*Montant*
1641 (16) : Emprunts en euros	300,00		0,00
203 (20) : Frais d'études, recherche, développement	-300,00		0,00
Total dépenses :	**0,00**	**Total recettes :**	**0,00**

Fonctionnement

Dépenses		*Recettes*	
Article(Chap) - Opération	*Montant*	*Article(Chap) - Opération*	*Montant*
6156 (011) : Maintenance	-9 500,00		0,00
673 (67) : Titres annulés (sur exercices antérieurs	9 500,00		0,00
Total dépenses :	**0,00**	**Total recettes :**	**0,00**

Total dépenses :	**0,00**	**Total recettes :**	**0,00**

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la décision modificative n° 2.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité :

D'approuver la décision modificative n°2 sur le budget assainissement 2026,

D'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

MAIRIE de St-MARS-DE-COUTAIS 44 (Loire-Atl.)

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091502B-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091502B-DE

INSTITUTION DE LA TAXE SUR LA VACANCE DES LOCAUX D'HABITATION
D 20260915-02

Vu l'article 1406 bis du CGI qui vise à remplacer la taxe sur les logements vacants (TLV article 232 du CGI) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV article 1407 bis du CGI),
Considérant une réforme de la taxe sur les logements vacants à compter de 2027, année de fusion de la taxe sur les logements vacants (TLV) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) en une seule Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation (TVLH).

Considérant que la nouvelle TVLH nécessite une délibération des communes situées hors zone tendue avant le 1er octobre 2026 pour pouvoir continuer à être appliquée à compter du 1er janvier 2027,

Considérant que le taux de cette taxe sera fixé par le Conseil Municipal en 2027, dans le cadre du vote annuel des taux de fiscalité locale de la collectivité.

Considérant que la TVLH a pour objectif principal de lutter contre la rétention foncière et immobilière en incitant les propriétaires à remettre leurs logements vides sur le marché locatif ou à les vendre,

Cette taxe s'applique aux locaux non meublés à usage d'habitation laissés vacants au 1er janvier de l'année d'imposition, à l'exclusion des résidences secondaires, et se calcule sur la valeur locative cadastrale déterminée selon les règles de la taxe d'habitation (article 1409 du CGI adapté). Elle se substitue intégralement, à compter du 1er janvier 2027, à la Taxe sur les logements Vacants (TLV) et à la Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants (THLV), ces dernières étant abrogées par l'article 108 de la loi de finances pour 2026. Elle concernera les logements vacants depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition. Toutefois, plusieurs situations d'exonération ou de non-imposition sont prévues par les textes. Ne seraient notamment pas concernés :

- les logements ayant été occupés plus de 90 jours consécutifs au cours de l'une des deux années de référence ;
- les logements dont la vacance est indépendante de la volonté du propriétaire, notamment en cas :
  - de mise en vente ou en location sans succès malgré des démarches effectives ;
  - de contentieux ;
  - de succession non réglée ;
- les logements nécessitant des travaux importants pour être rendus habitables ;
- les logements destinés à disparaître ou à faire l'objet d'une opération d'aménagement ;
- certains logements bénéficiant d'exonérations prévues par la réglementation fiscale.

La commission Finances réunie le 8 septembre 2026 a émis un avis favorable.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091502B-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité :

d'instituer la taxe sur la vacance des locaux d'habitation.

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091503-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091503-DE

RETRAIT DE LA DELIBERATION N°D20260428-07 RELATIVE A LA PARTICIPATION DES COMMUNES EXTERIEURES AUX FRAIS DE SCOLARITE 2025/2026.
D20260915-03

Par délibération du 28 avril 2026, et comme chaque année, la commune a fixé les tarifs aux frais de scolarité pour les communes extérieures. En effet, Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'inscription d'un élève dans une autre commune que celle de sa résidence est possible sous réserve d'un accord entre les deux communes, ou dans certains cas spécifiques, sans accord préalable nécessaire. Cette scolarisation entraîne la participation financière de la commune de résidence aux charges de fonctionnement de l'école publique de la commune d'accueil.

Or, il a été constaté des erreurs matérielles dans le calcul des charges modifiant le coût par élèves aussi bien maternelle que primaire.

Afin de pouvoir générer les appels à participations aux communes extérieures pour l'année 2025/206, il convient de retirer ladite délibération et reprendre une délibération dont les coûts seront recalculés.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à la majorité, 1 abstention :

De retirer la délibération D20260428-07 relative à la participation des communes extérieures aux frais de scolarité 2025/2026.

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

M. Mickaël DERANGEON

MAIRIE de St-MARS-DE-COUTAIS
44 (Loire-Atl.)

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091504-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091504-DE

PARTICIPATION DES COMMUNES EXTERIEURES AUX FRAIS DE SCOLARITE 2025/2026

D20260915-04

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'inscription d'un élève dans une autre commune que celle de sa résidence est possible sous réserve d'un accord entre les deux communes, ou dans certains cas spécifiques, sans accord préalable nécessaire.

Cette scolarisation entraîne la participation financière de la commune de résidence aux charges de fonctionnement de l'école publique de la commune d'accueil.

Dans ce cadre, afin de déterminer les frais de participation, le service comptabilité a travaillé sur les dépenses de fonctionnement relatives à l'école DELAROCHE.

Au vu de ce travail, Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à délibérer sur le montant à solliciter aux communes de résidence des élèves scolarisés à l'école DELAROCHE à Saint Mars de Coutais dans les classes maternelles, primaires et ULIS (unité localisée pour l'inclusion scolaire) et propose les montant suivants pour l'année scolaire 2025/2026.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à la majorité, 1 abstention :

D'approuver les montants suivants :

	NOUVEAUX TARIFS
• COUT ELEVE MATERNELLE	1 412.02 €
• COUT ELEVE PRIMAIRE	380.57 €
• COUT ELEVE CLASSE ULIS	380.57 €

D'autoriser Monsieur le Maire à émettre les titres de recettes et tous documents nécessaires au recouvrement des sommes dues.

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

M. Mickaël DERANGEON

MAIRIE de ST-MARS-DE-COUTAIS

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091505-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091505-DE

CRÉATION DE TROIS EMPLOIS PERMANENTS AU GRADE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL A TEMPS NON COMPLET AU TABLEAU DES EFFECTIFS
D20260915-05

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Monsieur le Maire expose que depuis plus d'un an la commune a confié l'entretien de ses locaux communaux à une société spécialisée, dans le cadre d'une prestation de services.

Aujourd'hui, la commune souhaite faire évoluer le mode d'organisation de ce service et reprendre directement en régie les missions d'entretien des bâtiments communaux.

Cette reprise, permettra à la commune d'assurer directement la gestion et le suivi de l'entretien de ses locaux, de disposer d'une organisation davantage adaptée à ses besoins et de renforcer la réactivité dans la réalisation des différentes interventions.

La mise en œuvre de cette nouvelle organisation nécessite toutefois de disposer des moyens humains nécessaires à l'accomplissement de ces missions. Il est ainsi proposé de créer trois emplois au sein des services techniques, en charge des missions d'entretien et de nettoyage des bâtiments communaux.

Au vu du retour d'expérience et des besoins, il est proposé la création de trois emplois permanents d'agent d'entretien des locaux communaux, à temps non complet à raison de 22 heures hebdomadaires.

Ces emplois pourront être pourvus par des agents relevant des grades ou du cadre d'emplois des Adjoints techniques territoriaux (C1)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité, 1 abstention :

Décide de créer, à compter du 21 septembre 2026, 3 emplois permanents d'agent d'entretien des locaux, relevant de la catégorie hiérarchique C et du grade d'Adjoint Technique Territorial, à temps non complet à raison de 22 heures hebdomadaires.

Autorise Monsieur le Maire, dans l'hypothèse d'un recrutement infructueux de fonctionnaire, à recruter un agent contractuel sur le fondement et *dans les conditions fixées aux articles L332-8 1°2°3°4°5°6° ou 7° du code général de la fonction publique,*

Précise que le contractuel recruté devra justifier si possible d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'entretien des locaux.

Précise qu'il sera rémunéré ***au maximum*** sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire du grade d'Adjoint technique Territorial (C1).

Modifie le tableau des effectifs ;

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091505-DE

Autorise le Monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

Inscrit les crédits nécessaires au budget 2027, chapitre 012.

La secrétaire de séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

MAIRIE de St-MARS-DE-COUTAIS
44 (Loire-Atl.)

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091506-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30,** le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091506-DE

CREATION D'UN CONSEIL MUNICIPAL DES ENFANTS ET DES JEUNES
D20260915-06

Vu l'article L2143-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le conseil municipal à créer des comités consultatifs,

Vu l'article 55 de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, autorisant la création d'un conseil de jeunes pour émettre un avis sur les décisions relevant notamment de la politique jeunesse de la commune,

Vu le Projet Educatif de Territoire (PEDT) en vigueur sur la commune,

Considérant la volonté de l'équipe municipale de permettre aux enfants et aux jeunes de la commune de participer activement à la vie locale, de recueillir leurs idées et de favoriser l'apprentissage de la démocratie et la citoyenneté dès le plus jeune âge, d'accompagner les jeunes dans leur épanouissement personnel et collectif, en soutenant leurs idées et projets pour la commune,

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Approuve la création d'un Conseil Municipal des Enfants et des Jeunes en tant qu'instance de participation citoyenne,

Précise que les membres du CMJ seront des élèves allant du CM à la 3ème

Désigne le Maire, Mickaël DERANGEON, président du Conseil Municipal des Enfants et des Jeunes de St Mars de Coutais, Cécile GERBAULT, Conseillère Municipale Déléguée à l'enfance référente du CMEJ,

Fixe la durée du mandat des jeunes élus à 2 ans,

Précise qu'une enveloppe budgétaire sera inscrite annuellement, au moment du vote du budget de la commune, afin de couvrir les frais d'animation et de projets du CMEJ,

Précise que le règlement intérieur du CMEJ, sera soumis au vote du Conseil Municipal après co-construction de celui-ci avec les enfants et les jeunes,

Autorise, Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

MAIRIE de ST-MARS-DE-COUTAIS
44 (Loire-Atl.)

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091507-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091507-DE

AVENANT A LA CONVENTION AVEC ANIM'ACTION
D20260915-07

Considérant les besoins d'accueil de loisirs pendant les vacances d'été juillet et août, et d'un accueil dit « passerelle » pour les préados,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs 2022/2025 entre la commune de Saint Mars de Coutais et l'association Anim'action,

Considérant que la convention est arrivée à terme le 31/08/2026,

Considérant l'installation du nouveau conseil municipal en mars 2026,

Considérant qu'il convient que la commune retravaille cette convention. Les délais pour initier et poursuivre ce travail étant trop court,

Le Maire informe qu'il a été, d'un commun accord avec l'association, convenu de travailler sur un avenant d'un an, et que cet avenant conserve la même ambition et les mêmes moyens,

Le Maire précise qu'une négociation sur l'enveloppe annuelle dédiée à la jeunesse a eu lieu et a permis de réduire le coût,

Le Conseil Municipal, après lecture du projet de convention ci-annexée, à l'unanimité

Autorise Monsieur le Maire à signer l'Avenant à la convention.

Le Maire

Mickaël DERANGEON

MAIRIE de St-MARS-de-COUTAIS
44 (Loire-Atl.)

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091507-DE

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2022-2025

AVENANT N°1

(Reconduction jusqu'au 31 août 2027)

Entre les soussignés :

La Commune de SAINT MARS DE COUTAIS représentée par Mickaël DERANGEON, Maire en cours d'exercice, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 15 septembre 2026 et désignée sous le terme « La Commune », d'une part

Et

L'association ANIM'ACTION régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 29, rue de Pornic, représentée par Kerrian CHEVRON, Bruno DE CLOCK, Benjamin DENIS, Sébastien LAMBERT, Muriel LAMBOURG-TAVAREZ, Maxime MATHURIN, Nicolas ODIAU et Christophe THOMAS, Co-Président.es, agissant en cette qualité en vertu du vote des adhérents lors de l'Assemblée Générale Annuelle en date du 21/03/2026 et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Afin d'assurer la reconduction de la convention 2022-2025, dont l'article 5 a précisé l'application d'un an supplémentaire par tacite reconduction (01/09/2025 au 31/08/2026), les deux parties ont convenu des modifications suivantes afin de prendre le temps nécessaire avec la nouvelle mandature à la rédaction d'une prochaine convention pluriannuelle d'objectifs.

PROJET

ARTICLE 1 / PROJET COMMUNAL

Il est ajouté un paragraphe :

La mise à jour du Projet Éducatif Communal est prévue s'engager, avec les parties prenantes et les acteurs éducatifs de la commune, sur l'année scolaire 2026-2027, pour faire suite à la période précédente (2023-2026).

ARTICLE 2 / PROJET ASSOCIATIF

Le dernier paragraphe est remplacé par le suivant :

Anim'action est une association d'éducation populaire, composée de bénévoles et de salariés. Les valeurs qui sous-tendent le Projet Associatif d'Anim'action 2025-2028 sont :

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091507-DE

- Cultures et Dignité Humaine
- Liberté et Démocratie
- Solidarité et Engagement
- Humanité et Nature

ARTICLE 3 / OBJET de la CONVENTION
/

ARTICLE 4 / PRINCIPES D'ACTION
/

ARTICLE 5 / DURÉE de la CONVENTION
L'article entier est remplacé par le suivant :

La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle pourra être reconduite 1 an par tacite reconduction, et par voie d'avenant :
- Du 1er septembre 2022 au 31 août 2025,
- Du 1er septembre 2025 au 31 août 2026 par tacite reconduction,
- Du 16 septembre 2026 au 31 août 2027 par voie d'avenant n°1

ARTICLE 6 / PRINCIPES de DÉTERMINATION de la SUBVENTION
ENFANCE
Il est ajouté une ligne supplémentaire au tableau :

Période	Participation financière / Heure-enfant réalisée
Été 2027	2,69 €

JEUNESSE
Il est ajouté une ligne supplémentaire au tableau :

Période	Participation financière annuelle forfaitaire
Sept 2026 - Août 2027	75 000 €

ARTICLE 7 / MODALITÉS de VERSEMENT de la SUBVENTION
Il est ajouté un paragraphe :

2026-2027 :

- **1er versement** : au cours du 4e trimestre 2026 d'un montant de 30 000 €.
- **2e versement** : au cours du 1er trimestre 2027 d'un montant de 30 000 €.
- **Solde** sera versé au cours du 4e trimestre 2027, sous réserve que les obligations décrites aux articles 8 et 9 aient été respectées. Il sera calculé en fonction des sommes fixées dans l'article 6, déduction faite des 2 premiers versements. Pour l'enfance : l'association devra fournir au plus tard le 30 septembre 2027 un état récapitulatif des présences réelles des enfants pour la période du 1er juillet au 31 août 2027.

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091507-DE

ARTICLE 8 / JUSTIFICATIFS et COMMUNICATION
/

ARTICLE 9 / MODALITÉS DE PARTENARIAT
/

ARTICLE 10 / ÉVALUATION
/

ARTICLE 11 / MOYENS mis à DISPOSITION
/

ARTICLE 12 / RÉSILIATION
/

ARTICLE 13 / RECOURS
/

Fait en 2 exemplaires originaux,
A Saint Mars de Coutais, le 16/09/2026

Pour la Commune,
Monsieur le Maire
Mickaël DERANGEON

Pour l'Association,
Le Co-Président.es

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091509-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091509-DE

APPROBATION DES PRESCPRIPTIONS TECHNIQUES CCT ET SON ANNEXE (CLPT) – ZAC DES MILLAUDS TRANCHES 2 ET 3
D20260915-09

Monsieur le Maire rappelle que la commune de Saint Mars de Coutais a créé la ZAC des Millauds à vocation d'habitat par délibération en date du 13 décembre 2007. La Commune a confié l'aménagement de la ZAC des Millauds à Loire-Atlantique Développement – SELA par un traité de concession. Le projet d'aménagement a fait l'objet d'un dossier de déclaration, lequel acte des mesures d'évitement des zones humides du site ainsi qu'une gestion des eaux pluviales du site par infiltration de la parcelle, associé à des mesures de limitation de l'imperméabilisation des parcelles privées.

Vu l'article L. 311-6 du Code de l'Urbanisme, les cessions de terrains au sein de la ZAC sont encadrées par un Cahier des Charges de Cession de Terrains, qui définit les droits et obligations des acquéreurs et de l'aménageur. Le CCCT précise notamment la surface de plancher autorisée sur chaque parcelle et est accompagné de plusieurs annexes, dont :

- Annexe 1 : Cahier de Limites de Prestations Techniques (respect des règles de gestion des eaux pluviales, conformément à la déclaration loi sur l'eau).
- Annexe 2 : Cahier des Prescriptions de Chantier (obligations des acquéreurs en matière de préservation des milieux naturels, circulation, installations de chantier, etc.).

Vu délibération du 18 septembre 2025 n° D20250918-05 approuvant le CCCT et ses annexes, définissant les modalités de publicité et précisant les conditions de l'opposabilité du CCCT.

Considérant qu'au regard de la variabilité de la superficie des terrains, il est apparu nécessaire d'adapter le coefficient d'imperméabilisation applicable à chacun d'eux.

Considérant que cette évolution vise à faciliter la réalisation des projets sur les terrains de faible superficie tout en favorisant une gestion économe du foncier sur les terrains les plus vastes.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité d'approuver le Cahier des Charges de Cession de Terrain ainsi que de ses annexes, et notamment de son annexe n° 1 (Cahier des Limites de Prestations – CLPT-V3).

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

MAIRIE de St-MARS-DE-COUTAIS (Loire Atl.)

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité.

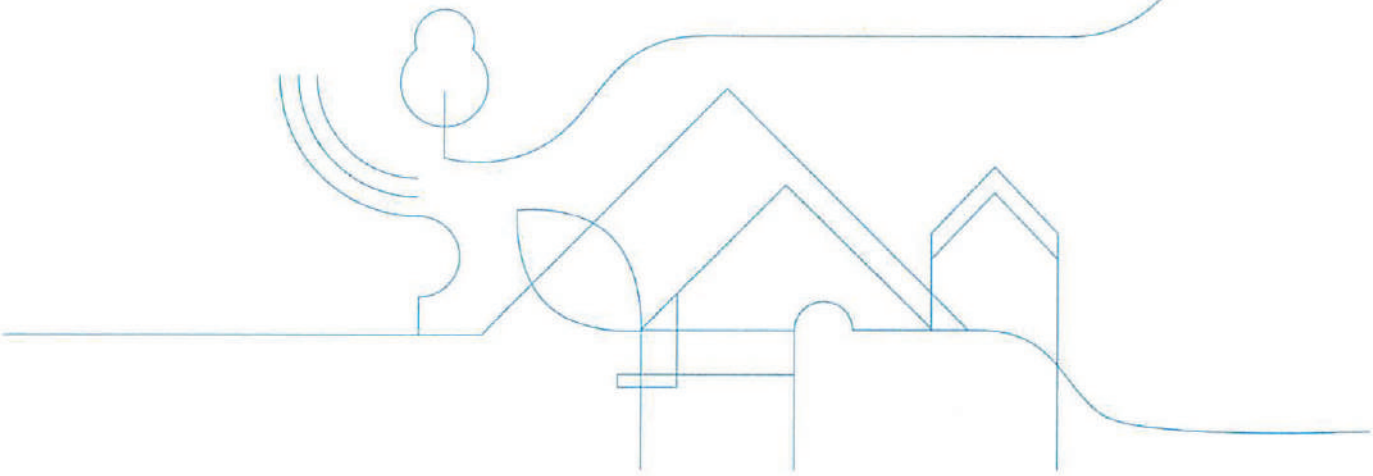
Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091509-DE

Loire-Atlantique développement
Aménager autrement

Cahier de Limites de Prestations Techniques

ZAC des Millauds à Saint-Mars de Coutais

Tranche 2



Préparation du terrain – Terrassements généraux – Voirie						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
LIBERATION DU SOL						
Dépose ou déplacement de réseaux aériens ou souterrains de distribution publique répertoriés par les concessionnaires publics		X	X			
Nettoyage de la parcelle comprenant : - Le dévoiement et la mise hors d'exploitation des réseaux présents sur la parcelle (sauf réseau sous servitude) - La dépose de clôtures existantes ou retrait de gravats - Un premier débroussaillage avec évacuation des déchets végétaux - Un ou des arbres jugés « conservables » pourront être épargnés – l'obligation ou non de maintien sera stipulée dans la fiche de lot	X	X				
Nettoyage de la parcelle comprenant : - Déboisement, dessouchage des arbres et décapage de la terre végétale - Terrassements éventuels en déblais remblais - Evacuation (après analyse des sols) pour mise en décharge ou apport de matériaux - Retrait des éléments non répertoriés par les concessionnaires publics ou non visibles car enfouis sous le terrain naturel (anciennes fondations, partie d'anciens circuits de distribution enterrés et privatifs comme du câblage électrique, canalisation d'eau potable, puits perdus, restes des dispositifs de rétention d'eaux pluviales, drains, etc.) - Abattage des arbres « conservables » dont la conservation n'est pas obligatoire				X	X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091509-DE

TERRASSEMENTS GENERAUX – BORNAGE et IMPLANTATION						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Réalisation de l'ensemble des aménagements (décapage, déblais – remblais, trottoirs, voiries, réseaux publics, parkings, bassins et noues, espaces verts) sur le futur domaine public Mouvements de terre ponctuels dans l'emprise des lots privés, en périphérie avec le domaine public, pour raccordement du terrain naturel du lot sur le niveau fini du domaine public	X	X				
Etude de sols G1 ES et G1 PGC – Aménagement / Echelle ZAC	X	X				
Etude de sols à partir de la G2 – Construction / échelle Ilot				X	X	
Plan de bornage et bornage de la parcelle effectuée par le Géomètre-Expert mandaté par l'aménageur, une fois, et avant le démarrage des travaux sur la parcelle Relevé topographique de la parcelle avant cession du terrain Repérage des arbres existants sur la parcelle et aux abords à conserver	X	X				
Sur fiche d'ilot : - Définition du nivellement périphérique du lot et définition du point d'accès des véhicules au lot - Niveau de plancher le plus bas déterminé en fonction des réseaux gravitaires existant	X	X				
Implantation d'un point repère pour l'implantation en Z de la côte du plancher bas (dalle) par le Géomètre-Expert mandaté par l'aménageur préalablement au démarrage de la construction.	X				X	
Remise en place de bornes suite à la disparition ou dégradation ou déplacement des bornes existantes après le démarrage des travaux sur la parcelle : effectué par le Géomètre-Expert de l'opération				X	X	

PRESTATIONS	Aménageur		Concessionnaire Gestionnaire	Acquéreur du lot		Fournisseur Opérateur
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Travaux de la parcelle comprenant : - Tous travaux de Terrassement / voirie/stationnement/espaces verts /ouvrage d'infiltration à la parcelle, construction, situés à l'intérieur de la parcelle - Drainage éventuel - Dispositif de relevage pour raccordement aux réseaux gravitaires - Gestion des déchets (sols et constructions) - Remblaiement et stabilisation des terrains cédés - Nivellement et implantation en fonction des cotes altimétriques sur le domaine public en limite de propriété, fournies par l'aménageur et de la côte de dalle figurant au Permis de Construire et implantée par le Géomètre-Expert. L'acquéreur prendra toutes les dispositions utiles pour faire coordonner les niveaux de ses ouvrages et de construction aux aménagements de la ZAC. A partir de la limite entre le domaine public et privé donc sur sa propriété, l'acquéreur prendra en charge tous les mouvements de terre nécessaires au raccordement sur les espaces publics. PIC acquéreur à valider par l'aménageur avant démarrage				X	X	
Réalisation de tous relevés topographiques complémentaires sur les lots privatifs				X	X	
Préservation ou protection d'arbres sur ou aux abords de la parcelle selon le projet de construction				X	X	
Clôture du chantier de construction Et plus généralement toute installation nécessaire au déroulement du chantier sur la parcelle				X	X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091509-DE

ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Collecteur principal (conduites et regards), bassins et noues en domaine public (réseau de type séparatif et gravitaire)	X	X				
Définition de la position du tabouret de branchement et du niveau altimétrique de raccordement sur plan de vente	X	X				
Réalisation d'un branchement par lot : - Fourniture et pose d'un regard de branchement avec tampon en fonte, posé à l'extérieur du domaine privé en limite - Canalisation de branchement depuis le regard de branchement jusqu'au collecteur principal ou ouvrage de rétention (captage de la surverse) Dispositif de raccordement de la canalisation de branchement au collecteur public (regard, piquage)	X	X				
Les réseaux privatifs sont réalisés en système séparatif (Eaux Usées / Eaux Pluviales), ils doivent se raccorder dans chaque regard respectif. Réalisation de la liaison entre le tabouret de branchement et la surverse de l'ouvrage d'infiltration, y compris le raccordement au regard de branchement Mise à la côte des ouvrages privatifs				X	X	

PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Gestion des eaux pluviales à la parcelle selon les dispositions du dossier loi sur l'eau (rapport de SICAA Etudes en date de janvier 2012 et validé par l'arrêté n°2012/SEER/131 en date du 21/08/2012) – Fourniture d'une note de dimensionnement hydraulique préalablement au dépôt du Permis de Construire et des justificatifs de réalisation (photos / plans de recollement) de l'ouvrage d'infiltration - Respect du coefficient maximal d'imperméabilisation : Terrain < 250 m² : 0,6 Terrain entre 250 et 350 m² : 0,55 Terrain entre 350 et 400 m² : 0,5 Terrain entre 400 et 450 m² : 0,45 Terrain > 450 m² : 0,4 Le respect de ce coefficient devra être établi à partir du tableur de calcul fourni par l'aménageur.				X	X	
Contrôle de conformité de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales à la parcelle – 1 déplacement	X	X				
Contrôle complémentaire en cas de non-conformité majeure.	X				X	
Déplacement éventuel du branchement déjà réalisé ou réalisation d'un branchement supplémentaire à la demande de l'acquéreur du lot (sous réserve d'un accord de l'aménageur)	X		X		X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091509-DE

ASSAINISSEMENT EAUX USEES						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Collecteur principal (conduites et regards/ouvrage spécifiques) en domaine public (réseau de type séparatif et gravitaire)	X	X				
Définition de la position du tabouret de branchement et du niveau altimétrique de raccordement sur plan de vente et carnet de branchements	X	X				
Réalisation d'un branchement par lot : - Fourniture et pose d'un tabouret de branchement à écoulement direct ø250 avec tampon en fonte, posé à l'extérieur du domaine privé en limite du domaine public - Canalisation de branchement ø160 depuis le regard de branchement jusqu'au collecteur principal - Dispositif de raccordement de la canalisation de branchement au collecteur public (culotte de branchement)	X	X	X			
Les réseaux privatifs sont réalisés en système séparatif (Eaux Usées / Eaux Pluviales), ils doivent se raccorder dans chaque regard respectif. Réalisation de la liaison entre le tabouret de branchement et les constructions, y compris le raccordement au regard de branchement Mise à la côte des ouvrages privatifs				X	X	
Déplacement éventuel du branchement déjà réalisé ou réalisation d'un second branchement à la demande de l'acquéreur du lot (sous réserve d'un accord de l'aménageur)	X		X		X	

ALIMENTATION EAU POTABLE – DEFENSE INCENDIE						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Réseau principal en domaine public et reprise des existants	X	X	X			
La défense incendie est assurée par les poteaux d'incendie suivant les prescriptions du SDIS 44	X	X	X			
Définition de la position du citerneau ou coffret de branchement (emplacement indiqué sur le plan de vente)	X	X				
Raccordement spécifique pour les besoins du chantier			X		X	
Réalisation d'un branchement d'eau potable par lot (tel qu'indiqué sur le plan de vente) : - Fourniture et pose de coffret de branchement avec borne incongelable équipée de robinet inviolable, à compteur intégré pour branchement Ø20, implanté en limite de propriété en domaine privé - Canalisation depuis la conduite principale jusqu'au coffret	X	X	X (branchement réseau neuf / réseau existant)			
Réalisation du réseau privé entre le compteur et les constructions (PE anti contaminant à mettre en œuvre)				X	X	
Fourniture et pose du compteur d'eau dans le coffret Demande de pose de compteur (raccordement) à réaliser par l'acquéreur			X		X	
Abonnement et distribution de l'eau potable Demande de souscription d'un contrat d'abonnement à réaliser par l'acquéreur					X	X
Déplacement éventuel du branchement ou poteau incendie déjà réalisé ou réalisation d'un second branchement à la demande de l'acquéreur du lot.			X		X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091509-DE

ELECTRICITE						
PRESTATIONS	Aménageur		Concessionnaire Gestionnaire	Acquéreur du lot		Fournisseur Opérateur
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Poste HTA public nécessaire au besoin de l'opération d'aménagement, réseau HTA en domaine public, dévoiement et raccordement		X	X			
Poste HTA supplémentaire nécessaire au besoin d'une opération immobilière en cas d'insuffisance de puissance sur le domaine public Si besoin d'un tarif jaune : tranchées, GC, câblage, raccordement, etc Raccordement pour les besoins privés			X		X	
Raccordement spécifique pour les besoins du chantier privatif			X		X	
BTA : nouveaux réseaux en domaine public	X	X				
HTA / BT : Raccordement, enfouissement, déplacement réseaux en service nécessaire pour l'aménagement de la ZAC		X	X			
Définition de la position du coffret de branchement, emplacement indiqué sur le plan de vente	X	X				
Réalisation d'un branchement par lot (conformément à la fiche de lot) : Fourniture et pose d'un coffret (CIBE ou CIBE-GV suivant la configuration et indication au carnet de branchement), implanté en limite de propriété dans le domaine privé Câblage entre le coffret de réseau et le coffret de branchement	X	X				
Réalisation de la liaison entre le coffret de branchement et la construction (dénommé par ENEDIS liaison B) Raccordements				X	X	
Mise en service des branchements privatifs			X		X	

Fourniture et pose du compteur dans l'habitation pour raccorder une centrale photovoltaïque Demande de raccordement et de mise en service à réaliser par l'acquéreur			X	X	X	
Abonnement et livraison d'énergie Demande de souscription d'un contrat d'abonnement à réaliser par l'acquéreur					X	X

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091509-DE

TELECOMMUNICATIONS						
PRESTATIONS	Aménageur		Concessionnaire Gestionnaire	Acquéreur du lot		Fournisseur Opérateur
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Génie civil du réseau en domaine public	X	X				
Enfouissement		X	X			
Armoire de distribution : nouvelle ou déplacement	X	X	X			
Pré-fibrage du réseau en domaine public jusqu'aux regards de branchement	X	X	X			
Définition de la position du regard de branchement (emplacement indiqué sur le plan de vente)	X	X				
Réalisation d'un branchement par lot dans le domaine privé : - Fourniture et pose d'un regard de branchement 30 x 30 - Fourniture et pose de 2 fourreaux Ø42/45 depuis la chambre de tirage du réseau principal jusqu'au regard de branchement	X	X				
Réalisation de la liaison génie civil entre le regard de branchement et la construction Les mises à la côte en domaine privé				X	X	
Fibrage depuis le réseau sur le domaine public jusqu'à l'habitation Demande de raccordement à réaliser par l'acquéreur			X		X	
Abonnement et fourniture de l'accès aux réseaux téléphoniques et communications électroniques Demande de souscription d'un contrat d'abonnement à réaliser par l'acquéreur					X	X

ECLAIRAGE						
PRESTATIONS	Aménageur		Concessionnaire Gestionnaire	Acquéreur du lot		Fournisseur Opérateur
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Réalisation du réseau d'éclairage public, y compris pose des candélabres, raccordement au réseau existant et armoires de commandes	X	X				
Déplacement d'un mât d'éclairage réalisé aux abords de la construction pour le chantier ou mise en conformité vis-à-vis du projet de construction	X		X		X	
Réalisation de l'éclairage extérieur sur le domaine privé				X	X	

ESPACES VERTS						
PRESTATIONS	Aménageur		Concessionnaire Gestionnaire	Acquéreur du lot		Fournisseur Opérateur
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Réalisation des travaux de paysage (plantations et mobiliers urbains) dans les emprises publiques	X	X				
Réalisation d'aménagements paysagers dans les ilots privés (clôtures / plantations en interface avec le domaine public) selon les indications éventuelles du plan de vente.	X				X	
Travaux de paysage à l'intérieur du lot (plantations, allées, engazonnement) – hors aménagements stipulés dans le plan de vente, à réaliser par l'aménageur				X	X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091509-DE

DIVERS						
PRESTATIONS	Aménageur		Concessionnaire Gestionnaire	Acquéreur du lot		Fournisseur Opérateur
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Fourniture d'un plan de vente du lot, indiquant : - Limites de propriété de la parcelle (surface, cotation du périmètre) - Position de l'accès depuis le domaine public - Emplacement des branchements - Nivellement de voirie au droit du lot - Topographie de la parcelle - Côte de dalle	X	X				
Auto-constat à établir par l'acquéreur et adresser à l'aménageur avant la signature de l'acte notarié				X	X	
Réparation d'équipement (coffret ou branchement), sur domaine privé, suite à l'auto-constat, avant le démarrage des travaux et dans le délai fixé dans l'acte notarié à la demande de l'acquéreur	X	X	X			
Réparation d'équipement (coffret ou branchement), sur domaine privé, suite à l'état des lieux, après le démarrage des travaux	X		X		X	
Reprises ou réparations nécessaires suite à des dégradations sur l'espace public après état des lieux	X				X	

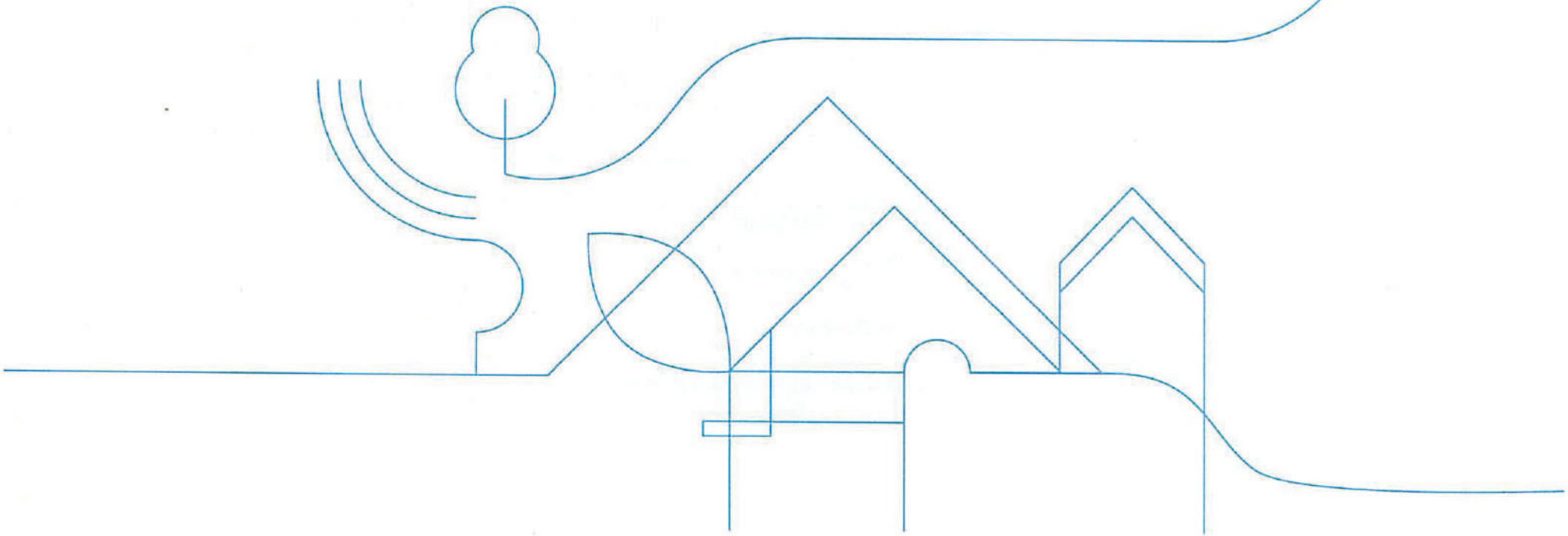
Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

Loire-Atlantique développement
Aménager autrement

Cahier de Limites de Prestations Techniques

ZAC des Millauds à Saint-Mars de Coutais

Tranche 2



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

Préparation du terrain – Terrassements généraux – Voirie						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
LIBERATION DU SOL						
Dépose ou déplacement de réseaux aériens ou souterrains de distribution publique répertoriés par les concessionnaires publics		X	X			
Nettoyage de la parcelle comprenant : - Le dévoiement et la mise hors d'exploitation des réseaux présents sur la parcelle (sauf réseau sous servitude) - La dépose de clôtures existantes ou retrait de gravats - Un premier débroussaillage avec évacuation des déchets végétaux - Un ou des arbres jugés « conservables » pourront être épargnés – l'obligation ou non de maintien sera stipulée dans la fiche de lot	X	X				
Nettoyage de la parcelle comprenant : - Déboisement, dessouchage des arbres et décapage de la terre végétale - Terrassements éventuels en déblais remblais - Evacuation (après analyse des sols) pour mise en décharge ou apport de matériaux - Retrait des éléments non répertoriés par les concessionnaires publics ou non visibles car enfouis sous le terrain naturel (anciennes fondations, partie d'anciens circuits de distribution enterrés et privatifs comme du câblage électrique, canalisation d'eau potable, puits perdus, restes des dispositifs de rétention d'eaux pluviales, drains, etc.) - Abattage des arbres « conservables » dont la conservation n'est pas obligatoire				X	X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

TERRASSEMENTS GENERAUX – BORNAGE et IMPLANTATION						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Réalisation de l'ensemble des aménagements (décapage, déblais – remblais, trottoirs, voiries, réseaux publics, parkings, bassins et noues, espaces verts) sur le futur domaine public Mouvements de terre ponctuels dans l'emprise des lots privés, en périphérie avec le domaine public, pour raccordement du terrain naturel du lot sur le niveau fini du domaine public	X	X				
Etude de sols G1 ES et G1 PGC – Aménagement / Echelle ZAC	X	X				
Etude de sols à partir de la G2 – Construction / échelle Ilot				X	X	
Plan de bornage et bornage de la parcelle effectuée par le Géomètre-Expert mandaté par l'aménageur, une fois, et avant le démarrage des travaux sur la parcelle Relevé topographique de la parcelle avant cession du terrain Repérage des arbres existants sur la parcelle et aux abords à conserver	X	X				
Sur fiche d'ilot : - Définition du nivellement périphérique du lot et définition du point d'accès des véhicules au lot - Niveau de plancher le plus bas déterminé en fonction des réseaux gravitaires existant	X	X				
Implantation d'un point repère pour l'implantation en Z de la côte du plancher bas (dalle) par le Géomètre-Expert mandaté par l'aménageur préalablement au démarrage de la construction.	X				X	
Remise en place de bornes suite à la disparition ou dégradation ou déplacement des bornes existantes après le démarrage des travaux sur la parcelle : effectué par le Géomètre-Expert de l'opération				X	X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

PRESTATIONS	Aménageur		Concessionnaire Gestionnaire	Acquéreur du lot		Fournisseur Opérateur
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Travaux de la parcelle comprenant : - Tous travaux de Terrassement / voirie/stationnement/espaces verts /ouvrage d'infiltration à la parcelle, construction, situés à l'intérieur de la parcelle - Drainage éventuel - Dispositif de relevage pour raccordement aux réseaux gravitaires - Gestion des déchets (sols et constructions) - Remblaiement et stabilisation des terrains cédés - Nivellement et implantation en fonction des cotes altimétriques sur le domaine public en limite de propriété, fournies par l'aménageur et de la côte de dalle figurant au Permis de Construire et implantée par le Géomètre-Expert. L'acquéreur prendra toutes les dispositions utiles pour faire coordonner les niveaux de ses ouvrages et de construction aux aménagements de la ZAC. A partir de la limite entre le domaine public et privé donc sur sa propriété, l'acquéreur prendra en charge tous les mouvements de terre nécessaires au raccordement sur les espaces publics. PIC acquéreur à valider par l'aménageur avant démarrage				X	X	
Réalisation de tous relevés topographiques complémentaires sur les lots privatifs				X	X	
Préservation ou protection d'arbres sur ou aux abords de la parcelle selon le projet de construction				X	X	
Clôture du chantier de construction Et plus généralement toute installation nécessaire au déroulement du chantier sur la parcelle				X	X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Collecteur principal (conduites et regards), bassins et noues en domaine public (réseau de type séparatif et gravitaire)	X	X				
Définition de la position du tabouret de branchement et du niveau altimétrique de raccordement sur plan de vente	X	X				
Réalisation d'un branchement par lot : - Fourniture et pose d'un regard de branchement avec tampon en fonte, posé à l'extérieur du domaine privé en limite - Canalisation de branchement depuis le regard de branchement jusqu'au collecteur principal ou ouvrage de rétention (captage de la surverse) Dispositif de raccordement de la canalisation de branchement au collecteur public (regard, piquage)	X	X				
Les réseaux privatifs sont réalisés en système séparatif (Eaux Usées / Eaux Pluviales), ils doivent se raccorder dans chaque regard respectif. Réalisation de la liaison entre le tabouret de branchement et la surverse de l'ouvrage d'infiltration, y compris le raccordement au regard de branchement Mise à la côte des ouvrages privatifs				X	X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

PRESTATIONS	Aménageur		Concessionnaire Gestionnaire	Acquéreur du lot		Fournisseur Opérateur
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Gestion des eaux pluviales à la parcelle selon les dispositions du dossier loi sur l'eau (rapport de SICAA Etudes en date de janvier 2012 et validé par l'arrêté n°2012/SEER/131 en date du 21/08/2012) – Fourniture d'une note de dimensionnement hydraulique préalablement au dépôt du Permis de Construire et des justificatifs de réalisation (photos / plans de recollement) de l'ouvrage d'infiltration - Respect du coefficient maximal d'imperméabilisation : Terrain < 250 m² : 0,6 Terrain entre 250 et 350 m² : 0,55 Terrain entre 350 et 400 m² : 0,5 Terrain entre 400 et 450 m² : 0,45 Terrain > 450 m² : 0,4 Le respect de ce coefficient devra être établi à partir du tableur de calcul fourni par l'aménageur.				X	X	
Contrôle de conformité de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales à la parcelle – 1 déplacement	X	X				
Contrôle complémentaire en cas de non-conformité majeure.	X				X	
Déplacement éventuel du branchement déjà réalisé ou réalisation d'un branchement supplémentaire à la demande de l'acquéreur du lot (sous réserve d'un accord de l'aménageur)	X		X		X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

ASSAINISSEMENT EAUX USEES						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Collecteur principal (conduites et regards/ouvrage spécifiques) en domaine public (réseau de type séparatif et gravitaire)	X	X				
Définition de la position du tabouret de branchement et du niveau altimétrique de raccordement sur plan de vente et carnet de branchements	X	X				
Réalisation d'un branchement par lot : - Fourniture et pose d'un tabouret de branchement à écoulement direct ø250 avec tampon en fonte, posé à l'extérieur du domaine privé en limite du domaine public - Canalisation de branchement ø160 depuis le regard de branchement jusqu'au collecteur principal - Dispositif de raccordement de la canalisation de branchement au collecteur public (culotte de branchement)	X	X	X			
Les réseaux privatifs sont réalisés en système séparatif (Eaux Usées / Eaux Pluviales), ils doivent se raccorder dans chaque regard respectif. Réalisation de la liaison entre le tabouret de branchement et les constructions, y compris le raccordement au regard de branchement Mise à la côte des ouvrages privatifs				X	X	
Déplacement éventuel du branchement déjà réalisé ou réalisation d'un second branchement à la demande de l'acquéreur du lot (sous réserve d'un accord de l'aménageur)	X		X		X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

ALIMENTATION EAU POTABLE – DEFENSE INCENDIE						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Réseau principal en domaine public et reprise des existants	X	X	X			
La défense incendie est assurée par les poteaux d'incendie suivant les prescriptions du SDIS 44	X	X	X			
Définition de la position du citerneau ou coffret de branchement (emplacement indiqué sur le plan de vente)	X	X				
Raccordement spécifique pour les besoins du chantier			X		X	
Réalisation d'un branchement d'eau potable par lot (tel qu'indiqué sur le plan de vente) : - Fourniture et pose de coffret de branchement avec borne incongelable équipée de robinet inviolable, à compteur intégré pour branchement Ø20, implanté en limite de propriété en domaine privé - Canalisation depuis la conduite principale jusqu'au coffret	X	X	X (branchement réseau neuf / réseau existant)			
Réalisation du réseau privé entre le compteur et les constructions (PE anti contaminant à mettre en œuvre)				X	X	
Fourniture et pose du compteur d'eau dans le coffret Demande de pose de compteur (raccordement) à réaliser par l'acquéreur			X		X	
Abonnement et distribution de l'eau potable Demande de souscription d'un contrat d'abonnement à réaliser par l'acquéreur					X	X
Déplacement éventuel du branchement ou poteau incendie déjà réalisé ou réalisation d'un second branchement à la demande de l'acquéreur du lot.			X		X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

ELECTRICITE						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Poste HTA public nécessaire au besoin de l'opération d'aménagement, réseau HTA en domaine public, dévoiement et raccordement		X	X			
Poste HTA supplémentaire nécessaire au besoin d'une opération immobilière en cas d'insuffisance de puissance sur le domaine public Si besoin d'un tarif jaune : tranchées, GC, câblage, raccordement, etc Raccordement pour les besoins privés			X		X	
Raccordement spécifique pour les besoins du chantier privatif			X		X	
BTA : nouveaux réseaux en domaine public	X	X				
HTA / BT : Raccordement, enfouissement, déplacement réseaux en service nécessaire pour l'aménagement de la ZAC		X	X			
Définition de la position du coffret de branchement, emplacement indiqué sur le plan de vente	X	X				
Réalisation d'un branchement par lot (conformément à la fiche de lot) : Fourniture et pose d'un coffret (CIBE ou CIBE-GV suivant la configuration et indication au carnet de branchement), implanté en limite de propriété dans le domaine privé Câblage entre le coffret de réseau et le coffret de branchement	X	X				
Réalisation de la liaison entre le coffret de branchement et la construction (dénommé par ENEDIS liaison B) Raccordements				X	X	
Mise en service des branchements privatifs			X		X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

Fourniture et pose du compteur dans l'habitation pour raccorder une centrale photovoltaïque Demande de raccordement et de mise en service à réaliser par l'acquéreur			X	X	X	
Abonnement et livraison d'énergie Demande de souscription d'un contrat d'abonnement à réaliser par l'acquéreur					X	X

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

TELECOMMUNICATIONS						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Génie civil du réseau en domaine public	X	X				
Enfouissement		X	X			
Armoire de distribution : nouvelle ou déplacement	X	X	X			
Pré-fibrage du réseau en domaine public jusqu'aux regards de branchement	X	X	X			
Définition de la position du regard de branchement (emplacement indiqué sur le plan de vente)	X	X				
Réalisation d'un branchement par lot dans le domaine privé : - Fourniture et pose d'un regard de branchement 30 x 30 - Fourniture et pose de 2 fourreaux Ø42/45 depuis la chambre de tirage du réseau principal jusqu'au regard de branchement	X	X				
Réalisation de la liaison génie civil entre le regard de branchement et la construction Les mises à la côte en domaine privé				X	X	
Fibrage depuis le réseau sur le domaine public jusqu'à l'habitation Demande de raccordement à réaliser par l'acquéreur			X		X	
Abonnement et fourniture de l'accès aux réseaux téléphoniques et communications électroniques Demande de souscription d'un contrat d'abonnement à réaliser par l'acquéreur					X	X

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

ECLAIRAGE						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Réalisation du réseau d'éclairage public, y compris pose des candélabres, raccordement au réseau existant et armoires de commandes	X	X				
Déplacement d'un mât d'éclairage réalisé aux abords de la construction pour le chantier ou mise en conformité vis-à-vis du projet de construction	X		X		X	
Réalisation de l'éclairage extérieur sur le domaine privé				X	X	

ESPACES VERTS						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Réalisation des travaux de paysage (plantations et mobiliers urbains) dans les emprises publiques	X	X				
Réalisation d'aménagements paysagers dans les ilots privés (clôtures / plantations en interface avec le domaine public) selon les indications éventuelles du plan de vente.	X				X	
Travaux de paysage à l'intérieur du lot (plantations, allées, engazonnement) – hors aménagements stipulés dans le plan de vente, à réaliser par l'aménageur				X	X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D20260091509-DE

DIVERS						
PRESTATIONS	**Aménageur**		**Concessionnaire Gestionnaire**	**Acquéreur du lot**		**Fournisseur Opérateur**
	Réalisation	Charge financière	Réalisation	Réalisation	Charge financière	Réalisation
Fourniture d'un plan de vente du lot, indiquant : - Limites de propriété de la parcelle (surface, cotation du périmètre) - Position de l'accès depuis le domaine public - Emplacement des branchements - Nivellement de voirie au droit du lot - Topographie de la parcelle - Côte de dalle	X	X				
Auto-constat à établir par l'acquéreur et adresser à l'aménageur avant la signature de l'acte notarié				X	X	
Réparation d'équipement (coffret ou branchement), sur domaine privé, suite à l'auto-constat, avant le démarrage des travaux et dans le délai fixé dans l'acte notarié à la demande de l'acquéreur	X	X	X			
Réparation d'équipement (coffret ou branchement), sur domaine privé, suite à l'état des lieux, après le démarrage des travaux	X		X		X	
Reprises ou réparations nécessaires suite à des dégradations sur l'espace public après état des lieux	X				X	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091508-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 18
Nombre de votants : 22

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30,** le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents : GRAVOT Ronan – arrivé à 19h50

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091508-DE

ZAC DES MILLAUDS–PRESENTATION DU COMPTE RENDU D'ACTIVITE 2025 AU CONCEDANT
D 20260915-08

Monsieur le Maire rappelle qu'il y a lieu de présenter au Conseil Municipal chaque année le CRAC (compte-rendu du concédant) de la ZAC des Millauds.

La société Loire Atlantique Développement – SELA a transmis le rapport.

Le compte rendu d'activité est présenté ce 15 septembre 2026 au Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation du compte rendu d'activité 2025.

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091510-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091510-DE

ZAC DES MILLAUDS–ANNULATION PARTIELLE DE LA DELEGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN CONSENTIE A LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT – SELA DAS LE PERIMETRE DE LA ZAC DES MILLAUDS

D 20260915-10

Vu la délibération 13 décembre 2007, créant la zone d'aménagement concertée dite « ZAC des Millauds ».

Après mise en concurrence, la Société d'Equipement de Loire-Atlantique, devenue Loire-Atlantique Développement – SELA a été retenue comme aménageur de cette opération.

Vu la délibération du 9 décembre 2010 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à la SELA l'exercice du droit de préemption urbain sur l'ensemble du périmètre de la ZAC des Millauds.

Considérant que la tranche 1 est désormais achevée et commercialisée.

Considérant que le secteur situé au sud du périmètre de la ZAC présente des enjeux environnementaux liés à la présence d'espèces protégées et n'a plus vocation à faire l'objet des aménagements initialement prévus.

Le maintien de la délégation consentie à Loire-Atlantique Développement – SELA n'apparaît plus nécessaire à la poursuite de sa mission d'aménageur.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité de :

Retirer partiellement la délégation consentie à Loire-Atlantique Développement - SELA sur les secteurs achevés ou retirés du périmètre opérationnel, délimités sur le plan annexé à la présente délibération ;

Confirmer cette délégation sur les seules emprises correspondant aux tranches 2 et 3 restant à réaliser ou sur lesquelles des interventions foncières peuvent encore être nécessaires à l'achèvement de l'opération.

Laisser inchangés l'institution et le champ d'application du droit de préemption urbain, dont la commune demeure titulaire sur les secteurs exclus de la délégation.

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

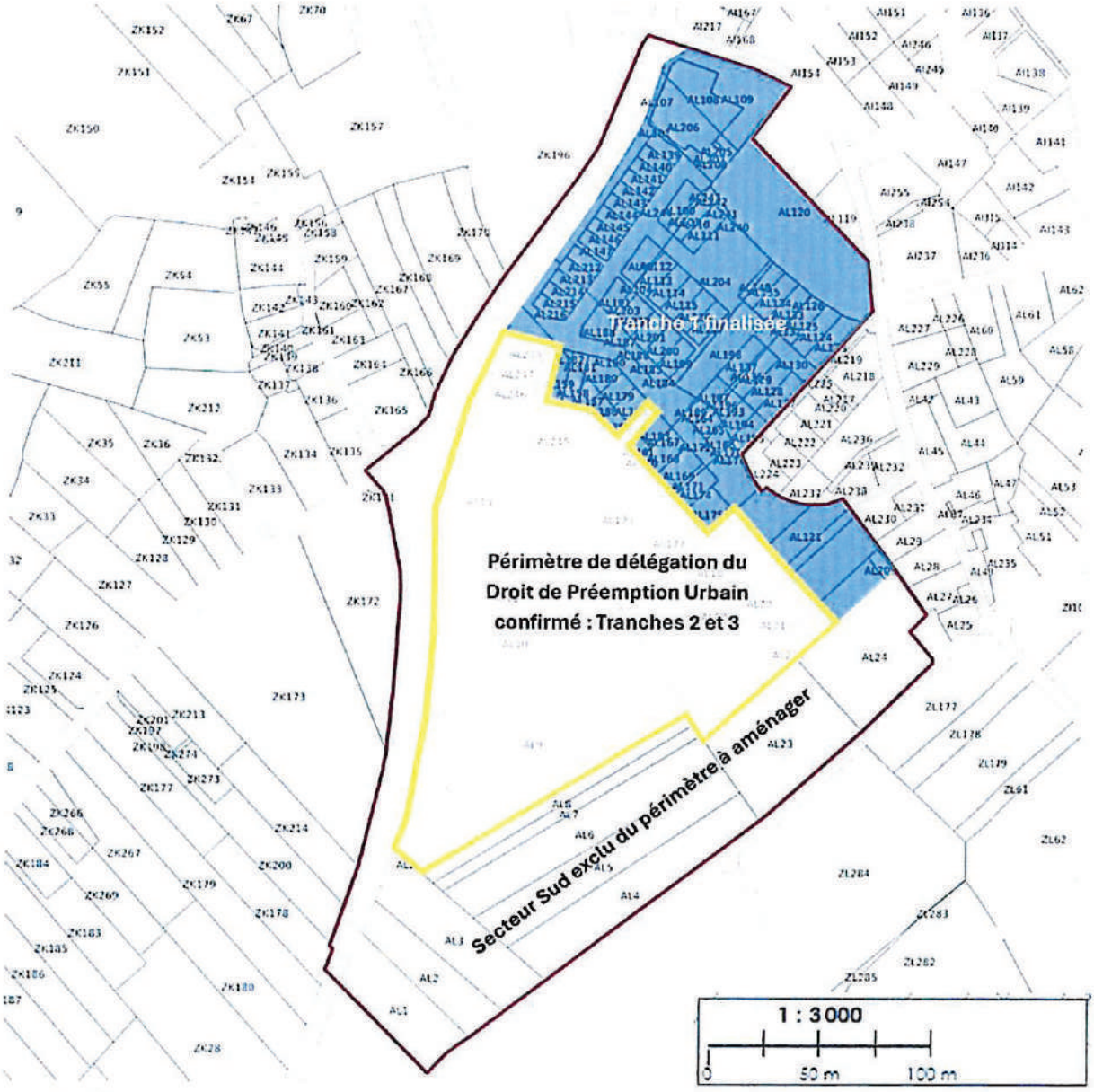
Mickaël DERANGEON

MAIRIE de St-MARS-DE-COUTAIS (Loire-Atl.)

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091510-DE

ANNEXE : Périmètre de la ZAC et périmètre de délégation du DPU modifié



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091511-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30,** le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091511-DE

DENOMINATION VOIE PRIVEE TERRAIN L'EPINE – RETRAIT DE LA DELIBERATION 20260605-08 DU 25 JUIN 2026

D 20260915-11

Vu la délibération du 25 juin 2026 n°20260625-08,

Considérant qu'en raison de la construction d'une maison d'habitation sur la parcelle cadastrée section AL numéro 238, la voie privée desservant la parcelle cadastrée section AL numéro 239 et située entre les parcelles AL numéros 236 et 232, qui ont pour adresse respective 8 et 8 Bis l'Epine, a été nommée « Impasse des Acacias ».

Considérant qu'il est apparu depuis que cette délibération est, d'une part, incompatible avec les dispositions du règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) applicable et, d'autre part, contraire aux caractéristiques et prescriptions de la déclaration préalable de détachement de terrain n°DP044 178 24B2052 délivrée le 10 octobre 2024 qui ne prévoit pas la création d'une voie privée dénommée ;

La commission Aménagement du Territoire s'est réunie le 15 juillet 2026 et a émis un avis favorable au retrait de la délibération du 25 juin 2026 portant dénomination de la voie privée dénommée « Impasse des Acacias »

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité :

de retirer la délibération 20260625-08 du 25 juin 2026 portant dénomination de la voie privée dénommée « Impasse des Acacias ».

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

MAIRIE de St-MARS-DE-COUTAIS (Loire-Atl.)

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091512-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091512-DE

MISE EN TOURISME DU LAC – ARRET DU PROJET
D20260915-12

Considérant que le projet de mise en tourisme du lac de Grand-Lieu, initié en 2016 par le Département de Loire-Atlantique, est porté financièrement par un groupement réunissant les quatre intercommunalités concernées, dont Sud Retz Atlantique Communauté, et les dix communes concernées.
Ce projet vise à structurer une offre touristique cohérente autour du lac tout en intégrant des travaux d'aménagement des cours d'eau. Il s'articule autour de quatre objectifs :

- Fédérer les acteurs du territoire ;
- Développer une offre touristique cohérente et durable ;
- Promouvoir la destination par des actions de communication ;
- Réaliser des aménagements des cours d'eau afin d'améliorer leur accessibilité et leur mise en valeur.

Concernant la commune de Saint-Mars-de-Coutais, les études pré-opérationnelles prévoient un certain nombre d'aménagement devant être réalisés à partir de 2028.

La première phase des études a été financée par la communauté de communes Sud Retz Atlantique et n'a donné lieu à aucune dépense pour la commune.

La phase opérationnelle prévoit désormais la poursuite des études de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux. Le coût prévisionnel pour la commune est aujourd'hui estimé à environ **219 638 € HT**, hors maîtrises d'œuvre (16 030,94 € HT), le dossier « Loi sur l'eau » (5 200€ HT) et autres options éventuelles.

Si la commune reconnaît l'intérêt de ce projet pour la valorisation du territoire et le développement d'un tourisme durable autour du lac de Grand-Lieu, le contexte budgétaire actuel et les priorités d'investissement de la collectivité ne permettent pas d'engager cette opération dans des conditions financières soutenables.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal à l'unanimité décident de :

- **ne pas poursuivre la phase 2** du projet concernant les aménagements du Tenu ;
- **se retirer du projet de mise en tourisme du lac de Grand-Lieu.**

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

MAIRIE de ST-MARS-DE-COUTAIS (Loire-Atl.)

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091513-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091513-DE

MODIFICATION D'UN ITINERAIRE AU PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE

D 20260915-13

Monsieur le Maire informe que dans le cadre du nouveau cahier des charges du Département concernant les sentiers PDIPR il était nécessaire de revoir le tracé du circuit de l'Acheneau. En effet ce circuit comportait 36,3 % de portions enrobées. L'objectif était de passer sous le seuil des 30 % fixé par le nouveau cahier des charges 2026, à l'initiative du Département afin d'assurer son maintien au PDIPR (Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée).

Cet itinéraire proposé emprunte des chemins ruraux appartenant au patrimoine privé de la commune. Ces chemins sont affectés à l'usage du public.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité :

d'approuver le nouveau tracé du circuit l'Acheneau

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

MAIRIE de St-MARS-DE-COUTAIS 44 (Loire-Atl.)

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091514-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091514-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE) DE CORCOUE DANS LE CADRE DE L'EXPERIMENTATION DU DISPOSITIF « MA COMMUNE S'ADAPTE »
D 20260915-14

Les commissions « Enfance Jeunesse Ainés & Solidarités » et « Transition écologique, Cadre de vie » ont rencontré le 15 juillet 2026, les représentants du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) de CORCOUE SUR LOGNE afin de présenter le dispositif expérimental « Ma Commune s'adapte ».

Ce dispositif vise à accompagner les communes dans leur adaptation au changement climatique. Il se déroule en plusieurs étapes :

- la réalisation d'un atelier d'auto-diagnostic associant élus et agents, directement sur le terrain, afin d'établir un état des lieux des sols, de la végétation et de la ressource en eau ;
- l'identification et la mise en œuvre d'une première action simple, concrète et rapidement réalisable afin d'engager une dynamique locale ;
- l'élaboration, dans un second temps, d'un plan d'action global permettant de structurer la démarche d'adaptation au changement climatique.

Cette démarche a vocation à prendre en compte l'ensemble des enjeux liés au changement climatique et pourra, le cas échéant, être élargie ultérieurement à d'autres thématiques telles que les mobilités douces.

Dans le cadre de l'expérimentation du dispositif, le CPIE propose d'accompagner la commune de Saint Mars de Coutais pour les phases de diagnostic et d'élaboration des premières pistes d'action, sans contrepartie financière. Les modalités de ce partenariat seront définies dans une convention conclue entre le CPIE et la commune de Saint Mars de Coutais, précisant notamment les objectifs poursuivis et les conditions de mise en œuvre.

Il est précisé que cette convention n'emporte aucun engagement financier pour la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité :

D'approuver le principe d'un partenariat avec le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) dans le cadre de l'expérimentation du dispositif « Ma Commune s'adapte » ;

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;

De préciser que ce partenariat est conclu sans incidence financière pour la commune.

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

PARTICIPATION CITOYENNE - CREATION DE COMITES PARTICIPATIFS ET GROUPES DE TRAVAIL PARTICIPATIFS
D 20260915-15

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment son article L. 2143-2 qui autorise le Conseil Municipal à créer des comités consultatifs sur tout sujets d'intérêt communal ;

Considérant la volonté de la municipalité d'associer plus étroitement les habitants à la réflexion, à la co-construction des politiques publiques locales et à la prise de décision concernant l'avenir de la commune ;

Considérant qu'il convient de formaliser un espace de dialogue structuré, inclusif et transparent pour recueillir la parole citoyenne et enrichir l'action municipale ;

Considérant le projet de règlement intérieur prévoit la mise en place de ces comités participatifs et des groupes de travail participatifs ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

Approuve la création des Comités participatifs et en fixe la composition : élu(e)s membres de la commission concernée ainsi que 3 personnes non élues ;

Adopte les principes de fonctionnement tels qu'annexés ;

Précise que chaque création de Comité fera l'objet d'une délibération ;

Approuve la mise en place de groupes de travail participatifs ;

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

MAIRIE de St-MARS-DE-COUTAIS 44 (Loire-Atl.)

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

LA PARTICIPATION CITOYENNE SAINT-MARINE

DOCUMENT SOCLE

Préambule

Respecter la démocratie, c'est permettre aux citoyens d'être pleinement acteurs de la vie communale.
La nouvelle équipe municipale de Saint-Mars de Coutais défend un projet innovant de gouvernance partagée, déjà expérimenté avec succès dans d'autres communes.
Elle propose ainsi aux habitant.e.s de prendre part activement aux débats et décisions municipales.
Pourquoi :

- Élargir le nombre de sujets et projets portés par le Conseil Municipal
- Approfondir les réflexions
- Donner des clefs de compréhension et de décision
- Décider dans l'intérêt général
- Mobiliser le vécu citoyen
- Adapter les projets aux besoins des usagers et aux techniciens
- Gérer les désaccords, incompréhensions dans les prises de décision,
- Responsabiliser les citoyens, créer une dynamique positive,
- Dépasser les intérêts individuels
- Favoriser l'engagement dans la gestion municipale
- Favoriser la compréhension des enjeux publics
- Renforcer le lien entre élus et non-élus

La participation citoyenne peut être mise en œuvre à différents niveaux avec des objectifs, des méthodes et des résultats différenciés et dépend des sujets traités.
Le curseur peut s'ajuster au fur et à mesure du temps et en fonction des sujets et projets.

Quelles gouvernances ?

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE



Les communes peuvent fonctionner selon différentes manières de gouverner et de prendre des décisions.

On peut distinguer trois grands modèles : la gouvernance autoritaire, la gouvernance représentative et la gouvernance participative.

1. La gouvernance autoritaire

Dans une gouvernance autoritaire, les décisions sont prises principalement par le maire ou un petit groupe d'élus, avec peu ou pas de concertation., le pouvoir est très centralisé. La participation des habitants est inexistante.

2. La gouvernance représentative

C'est le modèle démocratique classique actuellement majoritaire en France.

Les habitants élisent des représentants (le Conseil municipal) pour prendre les décisions à leur place pendant la durée du mandat.

La légitimité vient du vote. Les habitants peuvent voter, assister aux conseils municipaux, interpeller les élus, parfois être consultés, mais la décision finale appartient toujours aux élus.

3. La gouvernance participative

La gouvernance participative cherche à associer davantage les habitants à la réflexion et à la construction des projets communaux.

Les citoyens ne sont plus seulement électeurs : ils deviennent aussi acteurs de la vie locale. Ils peuvent participer à des réunions publiques, à des consultations, à des commissions ouvertes, à des groupes projets, à des budgets participatifs, à des ateliers citoyens etc.

Les citoyens peuvent proposer des idées, donner leur avis, participer aux réflexions, aider à construire les projets, constituer un vivier de citoyens volontaires.

Cependant, dans la plupart des cas, les élus conservent la décision finale.

Quelle démarche pour Saint-Mars de Coutais ?

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

Le projet présenté par le collectif puis la liste Saint-Mars en Commun s'inscrit dans une logique de gouvernance participative.

Cela signifie :

- conserver la légitimité du Conseil municipal élu,
- tout en ouvrant davantage les espaces de réflexion et de participation aux habitants.

L'objectif n'est pas de remplacer les élus, mais :

- d'améliorer les décisions,
- de renforcer la transparence,
- et de construire une démocratie locale plus vivante et plus collective.

Nous avons été élus démocratiquement sur la base d'une profession de foi, d'un programme et de projets clairement présentés aux habitants.

Cette légitimité élective constitue le socle de notre action municipale.

La Participation des citoyens repose sur une articulation entre

- ce pour quoi nous avons été élus et qui constitue « les invariants » : nos valeurs, nos principes, nos projets.

ET

- ce qui peut / doit être mis en débat : « les variants »

Les « invariants »

Les valeurs



Notre action publique repose sur les valeurs suivantes :

- La **solidarité** et le respect entre les habitants,
- Le **développement durable** et la **préservation du vivant**,
- La **participation et l'engagement citoyen**,

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

- La **qualité de vie** et le **bien-être dans la commune**,
- Un **service public de proximité, efficace et pragmatique**,
- Le **respect de chacun dans sa diversité**, dans un souci d'**égalité et de dignité**,
- Une **gestion administrative et financière municipale durable, efficace, transparente** et **soutenable** sur le long terme.

Ces valeurs traduisent notre volonté de rechercher un équilibre entre :

- **le bien-être individuel et collectif,**
- **la responsabilité environnementale,**
- **l'implication citoyenne,**
- **une gestion des fonds publics efficace et concrète.**

Les principes



La participation citoyenne repose sur ces principes :

- **Respect et écoute** : La parole de chacun.e est libre et encouragée
- **Solidarité** : Les responsabilités sont partagées et guidées par l'entraide et le soutien
- **Intérêt général** : Les décisions prises sont guidées par le recherche du bien commun et non par des intérêts particuliers
- **Transparence interne** : L'information est transparente, transversale et accessible afin de nourrir les échanges et décisions.
- **Égalité** : Toute forme de discrimination, d'exclusion ou de marginalisation est interdite
- **Lisibilité et communication externe** : Transmission de messages clairs et compréhensibles à la population
- **Sérénité** : Il s'agit de trouver un juste équilibre entre respect et exigence et de soigner les échanges
- **Confiance** : Nous devons pouvoir faire et avoir confiance les uns aux autres.
- **Décisions collectives et respect des décisions** : Les décisions font l'objet d'une recherche de consensus et en ce sens sont respectées par les membres du groupe.

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

Les projets



Faire de Saint-Mars-de-Coutais un territoire solidaire, écologique, participatif et engagé dans l'action sociale et le développement du pouvoir d'agir.

Le projet porté pour Saint-Mars de Coutais repose sur :

- Une transition écologique concrète,
- Une solidarité intergénérationnelle et territoriale forte,
- Une vie associative renforcée et inclusive,
- Une économie locale engagée et durable,
- Une démocratie participative transparente et vivante,
- Une méthode de travail collective, ancrée dans le réel et ouverte à l'expérimentation.



Notre AMBITION

Chaque projet doit être étudié selon une approche systémique, en cohérence avec nos valeurs, nos principes et nos engagements.

Cette exigence s'applique à toutes les étapes du projet : en phase de réflexion et de conception, durant sa mise en œuvre, puis lors de la phase d'évaluation et de bilan.

Un projet est évalué à partir d'une **grille de critères** :

- impact environnemental
- impact social
- coût et soutenabilité financière

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

- participation citoyenne
- utilité publique
- cohérence avec les engagements politiques

En fonction des projets, chaque critère pourrait, si besoin, être noté, pondéré ou simplement validé/invalidé.

Les variants

Les « variants » sont l'ensemble des éléments adaptables ou modulables d'un projet, d'une action.

C'est ce qui est proposé au débat citoyen concernant par exemple

- les moyens utilisés
- les solutions techniques
- les modalités d'action
- les organisations internes
- les calendriers
- les outils

Exemple

Projet : Renaturation de la cour d'école

Invariants

- *Améliorer le bien-être des enfants dans la cour de récréation*
- *Garantir la sécurité des élèves en toutes circonstances*
- *Favoriser la biodiversité et la nature en milieu scolaire*
- *Réduire les îlots de chaleur urbains*
- *Favoriser une juste répartition de la cour de récréation à tous : genre, activité, handicap etc.*
- *S'inscrire dans une démarche de développement durable*

Variants

Ce sont les choix techniques, organisationnels ou esthétiques qui peuvent s'adapter :

- *Le type d'aménagement : sols perméables, copeaux de bois, sable, enherbement…*

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

- *Le choix des végétaux : arbres d'ombre, plantes locales, haies pour la pédagogie…*
- *L'organisation des espaces : zones calmes, zones de jeux, parcours moteurs…*
- *Les équipements installés : bancs, cabanes, jeux naturels, fontaines…*
- *Les matériaux utilisés : bois, matériaux recyclés, pierre naturelle…*
- *Le calendrier de réalisation : travaux par phases ou en une seule fois*
- *Le mode de participation : ateliers avec les élèves, consultation des enseignants, participation des parents*

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

LA PARTICIPATION CITOYENNE SAINT-MARINE

QUEL CADRE LÉGISLATIF ?

Code général des collectivités territoriales

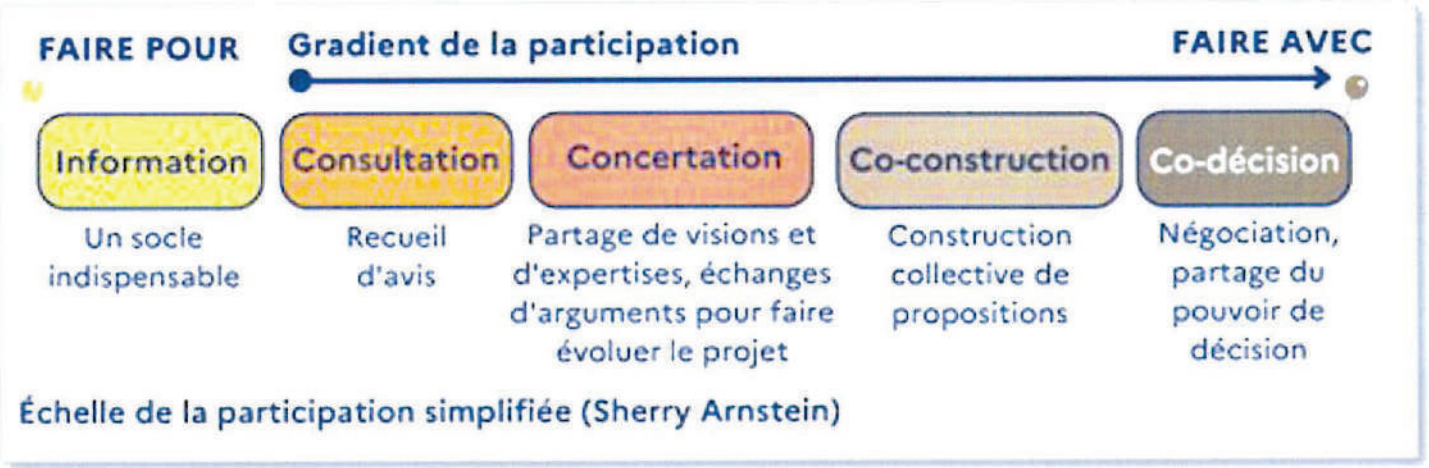
- ➢ Deuxième partie : La commune
  - ☐ Livre I organisation de la commune
    - ☐ Titre IV Information et participation des habitants
      - Chapitre III : Participation des habitants à la vie locale

QUEL FONCTIONNEMENT POUR SAINT-MARS DE COUTAIS ?

La participation citoyenne a été théorisée depuis plus de 50 ans.

En 1969, la sociologue Sherry Arnstein a défini plusieurs niveaux d'implication des citoyens dans les démarches participatives portées par les acteurs publics, allant de la manipulation au contrôle citoyen.

De cette analyse on retient aujourd'hui souvent une échelle simplifiée proposant **cinq grands degrés d'association des participants** à une démarche, en fonction de leur niveau d'association à la décision.



Échelle de la participation simplifiée (Sherry Arnstein)

Pour Saint-Mars-de-Coutais, nous souhaitons avancer progressivement et expérimenter la Participation citoyenne sur 3 niveaux d'associations des citoyens, les élus conservant le vote des décisions définitives lors des conseils municipaux.

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

LA PARTICIPATION CITOYENNE SAINT-MARINE EN PLUSIEURS NIVEAUX



CONCERTATION / CO-CONSTRUCTION "ON DIALOGUE, ON CONSTRUIT ENSEMBLE, ON PARTAGE LES CHOIX, LE CONSEIL MUNICIPAL VALIDE LES DECISIONS".

C'est associer la population aux projets du territoire. La concertation favorise le dialogue pour recueillir les avis et adapter les projets aux besoins exprimés, grâce à des ateliers ou groupes de travail. La co-construction implique davantage les citoyennes et citoyens en les associant dès le début des projets, dans une démarche collective et participative d'ouvertures des commissions municipales.



CONSULTATION "LE CONSEIL MUNICIPAL VOUS DEMANDE VOTRE AVIS, MAIS DÉCIDE SEUL."

C'est collecter les attentes, les besoins, les préoccupations, les opinions des citoyennes et des citoyens en amont d'une prise de décision, afin de mieux comprendre les réalités et priorités. Cette consultation peut prendre plusieurs formes : sondage, boite à idée, enquête en ligne, plateformes numériques d'échange...



INFORMATION " LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE ET VOUS INFORME"

C'est fournir de l'information disponible, diversifiée, plurielle, accessible et de qualité pour permettre aux citoyennes et aux citoyens de connaître et bien comprendre les enjeux et décisions prises : communications, séances d'informations...

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

CONCERTATION / CO-CONSTRUCTION « ON DIALOGUE, ON CONSTRUIT ENSEMBLE, ON PARTAGE LES CHOIX, LE CONSEIL MUNICIPAL VALIDE LES DECISIONS ».

Nous proposons deux types de comités participatifs :

- Les comités participatifs permanents = « commissions ouvertes »
- Les groupes participatifs = groupe projet temporaire ou groupes thématiques (ex : culture)

LES COMITÉS PARTICIPATIFS PERMANENTS



Quelles commissions ?

Par principe, toutes les commissions municipales peuvent ouvrir des comités consultatifs aux citoyens non-élus, à l'exception d'une partie de la commission urbanisme, qui traite des dossiers individuels et de la partie commission finances-RH qui traite les situations RH individuelles

→ De plus sur décision argumentée et votée en Bureau Municipal, il peut être décidé de ne pas ouvrir une commission.

Pour quoi faire ?

Les commissions traitent des affaires courantes de la commune, impulsent des projets et proposent la mise en place de groupes de travail.

La commission ouverte permet aux participants non élus de participer activement à l'activité municipale, de s'informer sur les travaux de la municipalité, d'entretenir le dialogue avec les élus municipaux, de faire des propositions et de donner son avis sur les affaires communales.

Les thèmes discutés sont exclusivement d'intérêt communal et déterminés au préalable par l'élaboration d'un ordre du jour.

Pour qui ?

La candidature est ouverte :

- à tout citoyen habitant la commune quel que soit son âge,
- à tout électeur de la commune,
- à tout propriétaire participant aux impôts directs de la commune

La création des comités consultatifs est portée à la connaissance du public par affichage sur les panneaux d'information de la mairie, sur le site internet, sur la page Facebook et/ou avec les moyens de communication habituels.

Comment ?

Avant l'engagement des citoyennes et citoyens dans les comités consultatifs, un temps de rencontre aura lieu pour présentation de la feuille de route de la commission, de ses enjeux, ses membres, ses projets...

La demande de participation peut s'effectuer

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

- auprès de l'accueil en mairie : par téléphone, mail ou en présentiel qui transmettra aux adjoints et adjointes en responsabilité des comités consultatifs

- auprès des adjoints et adjointes en responsabilité des comités consultatifs.

→ 3 personnes non élues maximum pourront intégrer le comité consultatif.

Dans un premier temps, et afin de lancer la dynamique, il n'est pas proposé de fixer des critères démographiques stricts (parité, âge, quartiers, villages, etc.).
L'objectif prioritaire est avant tout de réunir :

- les personnes motivées,
- les habitants concernés par les thématiques,
- les acteurs ayant une expérience d'usage ou une implication concrète dans les sujets traités.

Toutefois, si le nombre de candidatures devient important, des critères complémentaires de représentativité pourront être progressivement intégrés afin de garantir une participation la plus équilibrée possible.
A l'issue des candidatures, s'il y a trop de candidats dans un m^me comité consultatif ces derniers pourront être invités à intégrer une autre commission ou groupe de travail.
Finalement, s'il s'avère nécessaire de trancher, les élus membres de la commission pourront procéder à un vote ou à un tirage au sort.

Combien de temps ?
Les participants non- élus s'engagent sur au moins 2 ans, renouvelables si absence d'autres candidat.e.s ou si les projets portés nécessitent une durée plus grande.
Toutefois l'adjoint et l'équipe d'élus qui siègent dans la commission peuvent demander à faire évoluer ce cadre s'il s'avère qu'en cours de mandat il n'est pas ou plus adapté au travail de la commission.
Ces changements devront être approuvés par le conseil municipal.
La composition des comités consultatifs sera soumise au vote du Conseil Municipal.

LES GROUPES PARTICIPATIFS



Pour quoi faire ?
Il s'agit de groupes non pérennes autour d'un projet spécifique : liaisons douces, boulangerie provisoire, mutuelle communale ou groupe thématique sur le long terme (histoire, culture…).

Pour qui ?
La candidature est ouverte :
- à tout citoyen habitant la commune quel que soit son âge,
- à tout électeur de la commune,
- à tout propriétaire participant aux impôts directs de la commune

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

L'ouverture des commissions est portée à la connaissance du public par affichage sur les panneaux d'information de la mairie, sur le site internet, sur la page Facebook et/ou avec les moyens de communication habituels.

Pour tou.te.s les citoyen.ne.s qui sont intéressé.e.s par le sujet ou la thématique et en fonction de la feuille de cadrage élaborée pour chaque groupe. Certain.e.s citoyen.ne.s pourront être conviés en fonction que leur expertise d'usage ou technique sera requise. La question d'un tirage au sort pourra être étudiée au cas par cas. Une attention sera apportée, suivant le projet étudié, à ce que les personnes qui siègent dans ce groupe participatif, représentent au mieux les utilisateurs ou les personnes concernées par le projet étudié.
Suivant les sujets étudiés les organisateurs s'engagent, dans la mesure du possible à organiser « une montée en compétences » de tous les participants, élus comme non élus. Montée en compétences avec des personnes, associations, experts, qui peuvent apporter un éclairage sur le sujet.

Comment ?
Les commissions proposeront les sujets de ces groupes et en définiront le cadre via une feuille de cadrage. (En annexe). Les organisateurs peuvent proposer, suivant les projets, différents types de modalités et de méthodes démocratique d'animations :
- Utilisation d'un outil d'analyse, de filtrage et d'aide à la décision type moulinette Plésséenne
- Distribution de la parole
- Accord par consensus ...

Combien de temps ?
La durée sera déterminée par la feuille de cadrage. Néanmoins, les groupes de travail ont vocation à s'arrêter dès lors que le projet est réalisé ou que les décisions sont prises. Concernant les groupes thématiques, il est nécessaire de s'engager au minimum pour une durée de 2 ans.

CONSULTATION « LE CONSEIL MUNICIPAL VOUS DEMANDE VOTRE AVIS, MAIS DECIDE SEUL »

L'objectif est de mieux comprendre les attentes, les préoccupations et les idées des habitants afin de construire des décisions plus justes, plus transparentes et plus adaptées aux réalités du terrain.
Afin de permettre à chacun de s'exprimer facilement, différents outils de consultation et de participation pourront être mis en place :

- des **sondages ou enquêtes en ligne** sur les projets communaux et les priorités de la commune
- une **boîte à idées** accessible toute l'année
- un espace de suggestions, d'informations et d'alertes via le site de la mairie et directement auprès des agents municipaux
- des conseils de quartiers, de villages pour créer du lien et recueillir les impressions, avis des habitants
- des **budgets participatifs** permettant aux habitants de proposer puis choisir des projets financés par la commune
- des **cafés citoyens** ou rencontres informelles pour encourager le dialogue
- etc.

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

INFORMATION « LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE ET VOUS INFORME »

Les décisions importantes sont prises de manière claire et assumée, avec une volonté de transparence. Chaque choix est expliqué, contextualisé et communiqué aux habitants afin que chacun puisse connaître voire comprendre les enjeux, les priorités et les actions engagées.

Réunions publiques d'information

Des réunions publiques, ouvertes à tous seront organisées régulièrement pour présenter les projets en cours et répondre aux questions. Ces temps de rencontre permettent :

- de partager les avancées des actions menées
- d'expliquer les décisions prises
- de recueillir les remarques et attentes des citoyens
- de favoriser le dialogue

Information via les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux officiels de la commune de Saint-Mars de Coutais deviennent un outil de communication de proximité, réactif et accessible, (gérés par les services municipaux ou l'élue déléguée à la communication). Ils permettent :

- d'informer rapidement sur l'actualité locale
- d'annoncer les événements et réunions
- de donner des informations sur les projets en cours.

Conseils thématiques

Des conseils thématiques ouverts aux habitants seront proposés au cours du mandat.
Ces conseils thématiques réuniront des élus autour de sujets / thèmes précis par exemple « les finances municipales en question », « quelles décisions de la COM'COM et quel impact sur notre commune », « la santé » etc.
Lors de ces conseils thématiques, le public aura la possibilité de poser des questions, d'interagir avec les élus, d'échanger, de partager des avis...

Bulletin municipal

Le bulletin municipal distribué dans les foyers et à l'avenir probablement disponible en version numérique, présentera :

- les projets et réalisations de la commune
- les décisions du conseil municipal
- les événements locaux
- les informations pratiques
- la mise en valeur des associations, initiatives et acteurs du territoire.

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

MISE EN PLACE

Nous proposons pour une première phase de lancement / transition d'une durée de 6 mois à 1 an qui permettrait :

- de lancer la dynamique participative,
- d'expérimenter les méthodes de fonctionnement,
- de structurer progressivement les futurs comités participatifs.

Planification

- ▶ Travail des documents de cadrage de la participation citoyenne en commission
  - document socle
  - fonctionnement de la Participation Citoyenne
  - charte et engagements
  - fiche cadrage groupe de travail

- ▶ Présentation de ces documents en bureau municipal

- ▶ Présentation et vote du règlement intérieur en Conseil Municipal, les documents PC seront joints au RI.

- ▶ Présentation Participation Citoyenne en réunion publique et recueil des personnes intéressées pour intégrer les comités consultatifs

- ▶ Contacter les habitants et membres du collectif ayant manifestés leur intérêt pour la vie citoyenne lors des rencontres publiques

- ▶ Mise en route des comités consultatifs et groupes de travail

Une démarche évolutive

Après une phase d'expérimentation de 6 mois à 1 an, un bilan sera réalisé afin :

- d'évaluer le fonctionnement des comités,
- d'ajuster les modalités de participation,
- de faire évoluer progressivement le dispositif de participation citoyenne.

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

LA PARTICIPATION CITOYENNE SAINT-MARINE

ENGAGEMENTS

Les citoyens s'engagent à :

- Respecter la présente charte,
- Prendre connaissance du document socle, des règles de fonctionnement et y souscrire
- Prendre connaissance des valeurs et principes et y adhérer pleinement
- Participer de manière active et régulière et prévenir en cas d'absence
- Prendre connaissance des documents mis à disposition afin de contribuer de manière éclairée aux projets.
- Préserver la confidentialité des échanges lorsque cela est requis
- Ne divulguer aucun contenu sans autorisation écrite préalable de l'adjoint·e animateur·rice ou de Monsieur le Maire
- Agir dans l'intérêt général, ne tirer aucun avantage personnel, direct ou indirect, des informations obtenues
- Déclarer tout conflit d'intérêt, et se retirer si nécessaire.

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

Les élu.e.s en charge de l'organisation des comités consultatifs s'engagent à par ailleurs à :

- Intégrer et valoriser les contributions citoyennes dans le processus de décision
- **Mettre à disposition les ressources nécessaires à la réflexion et prise de décisions**
- Informer sur les suites apportées aux propositions exprimées.

Responsabilité et fonctionnement collectif

Le bon fonctionnement des Comités repose sur l'implication de chacun·e. Chaque membre contribue à la qualité des travaux, au respect du cadre collectif et à la dynamique du groupe.

Tout manquement aux engagements de la présente charte pourra entraîner une exclusion du Comité consultatif dont fait partie le participant. Celle-ci sera prononcée par le responsable du comité et validée par Monsieur Le Maire.

Protection des données personnelles

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), les données personnelles collectées dans le cadre des Comités consultatifs sont traitées par les services de la Mairie.

Ces données sont conservées pendant une durée maximale d'un an après la fin du mandat en cours.

Chaque membre dispose des droits suivants :

- Droit d'accès
- Droit de rectification
- Droit d'opposition
- Droit à l'effacement des données

Ces droits peuvent être exercés auprès des services municipaux.

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

Engagement

Je soussigné·e (nom et prénom) :

……

- déclare avoir pris connaissance de la présente charte et en accepter l'intégralité des termes, notamment en matière d'engagement et de confidentialité,
- m'engage à respecter les principes et obligations qui y sont définis,
- accepte le traitement de mes données personnelles conformément aux dispositions réglementaires en vigueur ;
- souhaite intégrer le Comité Permanent / Groupe Projet suivant :

……

Fait à ……
Le : …… / …… / ……

Mention manuscrite : *« Lu et approuvé »*

Signature

Le/les élus en charge de l'animation des comités consultatifs

Nom et prénom……

Fait à ……
Le : …… / …… / ……

Signature

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

LA PARTICIPATION CITOYENNE SAINT-MARINE
GROUPE PROJET

ENGAGEMENTS

Les citoyens s'engagent à :

- Respecter la présente charte,
- Participer de manière active et régulière et prévenir en cas d'absence
- Prendre connaissance des documents mis à disposition afin de contribuer de manière éclairée aux projets.
- Préserver la confidentialité des échanges lorsque cela est requis
- Agir dans l'intérêt général, ne tirer aucun avantage personnel, direct ou indirect, des informations obtenues
- Déclarer tout conflit d'intérêt, et se retirer si nécessaire.

Les élu.e.s en charge de l'organisation des comités consultatifs s'engagent par ailleurs à :

- Intégrer et valoriser les contributions citoyennes dans le processus de décision
- **Mettre à disposition les ressources nécessaires à la réflexion et prise de décisions**
- Informer sur les suites apportées aux propositions exprimées.

Responsabilité et fonctionnement collectif

Le bon fonctionnement des groupes de travail repose sur l'implication de chacun·e. Chaque membre contribue à la qualité des travaux, au respect du cadre collectif et à la dynamique du groupe.

Tout manquement aux engagements de la présente charte pourra entraîner une exclusion du Comité consultatif dont fait partie le participant. Celle-ci sera prononcée par le responsable du comité et validée par Monsieur Le Maire.

Protection des données personnelles

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), les données personnelles collectées dans le cadre des Comités consultatifs sont traitées par les services de la Mairie.

Ces données sont conservées pendant une durée maximale d'un an après la fin du mandat en cours.

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

Chaque membre dispose des droits suivants :

- Droit d'accès
- Droit de rectification
- Droit d'opposition
- Droit à l'effacement des données

Ces droits peuvent être exercés auprès des services municipaux.

Engagement

Je soussigné·e (nom et prénom) :

……

- déclare avoir pris connaissance de la présente charte et en accepter l'intégralité des termes, notamment en matière d'engagement et de confidentialité,
- m'engage à respecter les principes et obligations qui y sont définis,
- accepte le traitement de mes données personnelles conformément aux dispositions réglementaires en vigueur ;
- souhaite intégrer le Groupe Projet suivant :

……

Fait à ……
Le : …… / …… / ……

Mention manuscrite : *« Lu et approuvé »*

Signature

Le/les élus en charge de l'animation du groupe projet

Nom et prénom……

Fait à ……
Le : …… / …… / ……

Signature

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

Feuille de cadrage Groupe de travail

Commission de rattachement		
Commissions associées		
Objet du Groupe		
Finalité idéologique		
Quels objectifs précis ?		
Qui pilote ?		
Les participants		
	Combien ?	
	Quelles catégories de participants ?	
	Qui ?	
Quelles étapes clés ?		
Quel délai / Durée ?		
Quels liens avec la commission de		

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091515-DE

rattachement ?	
Quelles modalités de restitution au CM ?	
Quelles modalités de restitution à la population ?	

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091516-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers en exercice : 23
Nombre de Conseillers présents : 19
Nombre de votants : 23

L'an **deux mille vingt-six, le quinze septembre à 19 h 30**, le Conseil Municipal de la commune de SAINT MARS DE COUTAIS, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mickaël DERANGEON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 9 septembre 2026

Présents : DERANGEON Mickaël,
ANGOT Nicolas,
BARREAU Florence,
BEILLEVAIRE Marc,
BROSSET Antony,
DELOURME Matthieu,
EVEILLARD Véronique,
FEIVET Stéphanie,
FICHEUX Eric,
GERBAULT Cécile,
GRAVOT Ronan
LARBAIGT Céline,
LE BERRE Philippe,
LESCOAT MONTAGNE Catherine,
ORDUREAU Olivier,
PELTIER Laëtitia,
REMOND Marie-Nöelle,
ROUSSEAU Freddy
VILA Khadija,

Excusé ayant donné pouvoir :

GLEZ Hélène	**a donné pouvoir à**	REMOND Marie-Noëlle
MERAND Frédéric	**a donné pouvoir à**	FEIVET Stéphanie
BOSCH Morgane	**a donné pouvoir à**	LESCOAT Catherine
DECORPS Emeline	**a donné pouvoir à**	Cécile LARBAIGT

Absents :

Secrétaire de séance : Cécile GERBAULT

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091516-DE

MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE MUTUELLE COMMUNALE
D 20260915-16

La commission « Transition écologique, Cadre de vie », par le biais d'un groupe de travail dédié, a étudié la mise en place d'un dispositif de mutuelle communale destiné aux habitants de la commune.

Une mutuelle communale est un partenariat entre une commune et un ou plusieurs organismes de complémentaire santé permettant de proposer aux habitants qui le souhaitent des contrats à des tarifs négociés et dans des conditions avantageuses. L'adhésion à ce dispositif demeure entièrement libre.

À l'issue de l'étude menée par le groupe de travail, cinq organismes ont été rencontrés. Au regard des critères retenus (ancrage local, valeurs de solidarité, lisibilité des tarifs, expérience auprès des collectivités, proximité avec les usagers, statut non lucratif et actions de prévention proposées), trois mutuelles ont été sélectionnées :

- MCRN
- MBA
- Mutualia

Les modalités de partenariat feront l'objet d'une convention entre la commune et chacune des mutuelles retenues, précisant les engagements respectifs des parties dans le respect des principes de neutralité et de libre concurrence.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité :

De mettre en place un dispositif de mutuelle communale à destination des habitants de la commune, en partenariat avec les mutuelles MCRN, MBA Mutuelle et Mutualia ;

D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions de partenariat avec les organismes retenus ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;

De préciser que ce dispositif n'a aucun impact financier pour la commune, hormis la mise à disposition ponctuelle d'une salle municipale pour les réunions d'information et les permanences, ainsi que la communication auprès de la population. Les mutuelles partenaires assurent intégralement la gestion des contrats et des adhésions.

Le Secrétaire de Séance

Le Maire

Mickaël DERANGEON

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux après du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité .

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le
ID : 044-214401788-20260915-D2026091516-DE